



Automne
2011

[blogs.ubc.ca/
newdealforfamilies](http://blogs.ubc.ca/newdealforfamilies)

a place of mind



Le Canada travaille-t-il pour toutes les générations?

Dr Paul Kershaw dit « NON ».

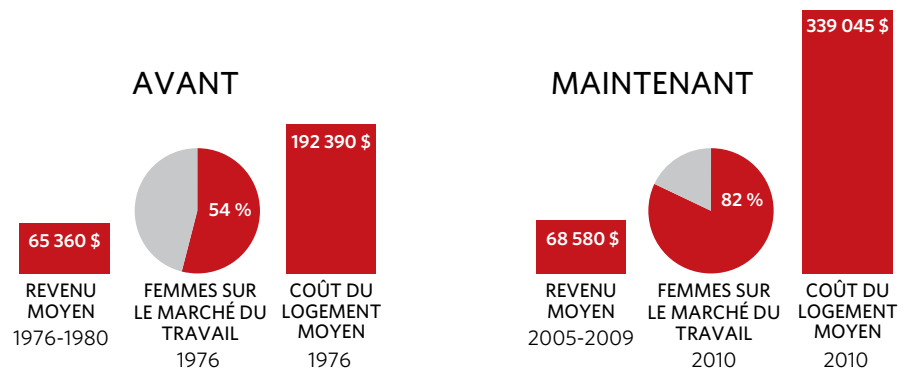
Présentement, le Canada ne travaille pas pour toutes les générations. Une crise générationnelle silencieuse frappe les habitants du pays et nous la négligeons, car les Canadiens participent à des débats qui ne débouchent pas. Mes collègues et moi espérons que les rapports sur la politique familiale de 2011 réorienteront le dialogue public sur l'un des problèmes sociaux et économiques les plus urgents de notre époque : élever une famille au Canada est devenu beaucoup plus difficile.

Saviez-vous que l'économie canadienne a doublé depuis le milieu des années 1970, même après avoir contrôlé l'inflation? En moyenne, l'économie produit désormais un surplus de 35 000 \$ par ménage.

Toutefois, malgré cette prospérité additionnelle, le niveau de vie a décliné pour la génération qui élève de jeunes enfants. Prenez en considération les trois faits suivants :

1. Le revenu du ménage pour les jeunes couples canadiens n'a pas augmenté depuis le milieu des années 1970, après rectification de l'inflation.
2. Le revenu du ménage stagne même si beaucoup plus de jeunes femmes travaillent de nos jours.
3. Pendant tout ce temps, le prix moyen d'une maison au Canada a connu une hausse fulgurante de 76 %.

COMPARAISON DU PASSÉ ET DU PRÉSENT : REVENU, FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LOGEMENT



Lorsque le coût du logement augmente de presque du double, mais que le revenu du ménage stagne pour un groupe d'adultes qui passe plus de temps au travail que n'importe quelle génération précédente, nous parlons d'un changement social et économique majeur qui ressemble à un tremblement de terre silencieux, mais tout aussi dommageable.

Aujourd'hui, la génération qui élève des enfants est piégée en ce qui a trait au temps passé à la maison ainsi qu'au chapitre du revenu, en raison du coût du logement, même si elle n'est pas « pauvre ». Elle est aussi piégée quant aux services, comme les services de garde, qui l'aideront à équilibrer la vie familiale et professionnelle.

À proprement parler, la génération qui élève de jeunes enfants n'a pas accès à sa part de la croissance économique.

En effet, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) classe le Canada parmi les pires pays industrialisés à l'égard de l'investissement dans les familles comportant des enfants d'âge préscolaire.

Ce constat est mauvais

Le manque d'investissement dans la génération qui élève de jeunes enfants va à l'encontre du fier héritage historique du Canada en matière d'édification et d'adaptation.

Repensez à la fin du XIX^e siècle, quand nous avons construit des écoles publiques et des universités, des routes et des voies ferrées, des marchés et des banques. Nous étions si fiers de ces réalisations. Nous avons envoyé des soldats outremer pour les défendre, ainsi que nos valeurs. Quand ils sont revenus à la maison blessés, nous nous sommes adaptés une fois de plus, en offrant des avantages aux anciens combattants. Peu de temps après, ces avantages étaient offerts à tous les citoyens à titre d'indemnité des accidentés du travail et d'assurance-emploi. Ensuite, les « castors » des politiques les plus occupés de l'histoire du Canada, les parents des enfants de l'après-guerre, ont mis en place la Sécurité de la vieillesse et l'assurance-hospitalisation. En 1966, en une seule année, ils ont effectué leur dernière réalisation en lançant le Régime de pensions du Canada et la *Loi sur les soins médicaux*, lesquels demeurent des piliers de notre engagement social envers les autres à titre de citoyen.



Cette histoire est impressionnante et nous pouvons tous en être fiers. Cependant, nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers trop longtemps. Nous devons poser la question suivante : qu'avons-nous construit depuis?

Les livres d'histoire racontent clairement que les Canadiens ont hésité à créer de nouveaux programmes sociaux en réaction aux circonstances extrêmement différentes auxquelles fait face la génération d'aujourd'hui qui élève de jeunes enfants.

Cette hésitation soulève des questions à propos d'une tension intergénérationnelle

Par exemple, les Canadiens qui ont atteint l'âge adulte dans les années 1970 ont-ils emprunté plus à leurs enfants que les générations précédentes? Malheureusement, les données montrent que c'est le cas.

Bien que notre économie ait doublé depuis 1976, notre dette nationale a presque triplé.

La dette environnementale du Canada demeure parmi les dettes les plus élevées du monde industrialisé, selon les émissions de dioxyde de carbone par personne. Alors que nous n'avons pas réussi à réduire ces émissions par personne depuis 1976, plusieurs autres pays ont amélioré leur classement sur le plan environnemental.

Cet héritage de dettes publiques croissantes survient au moment même où les enfants de l'après-guerre approchent la retraite avec beaucoup plus d'avoirs que les générations précédentes, car ils ont acquis une part du marché du logement qui a connu une hausse de 76 % pendant leur vie adulte. Avec cette richesse additionnelle, les enfants de l'après-guerre transforment désormais les attentes en matière de retraite, faisant en sorte que les voyages et les résidences secondaires constituent de plus en plus la norme. Pendant ce temps, le prix des maisons qui augmente en flèche représente la source principale de dette privée pour les prochaines générations, ces mêmes personnes qui doivent rentabiliser l'économie afin de payer pour



les prestations de retraite et les soins médicaux dont une population vieillissante a besoin et ces mêmes personnes qui doivent investir dans l'avenir du Canada : leurs enfants.

Est-ce que cela signifie que les enfants de l'après-guerre ne se préoccupent pas du niveau de vie des autres générations? **Il ne fait aucun doute que les enfants de l'après-guerre s'en préoccupent.** La dernière élection fédérale dépeint toutefois un tableau alarmant. Les dirigeants politiques de tous les principaux partis ont donné priorité à ce qui suit :

- *Statu quo* quant aux hausses des dépenses en soins médicaux qui ne tiennent généralement pas compte de la promotion de la santé quand les citoyens sont plus jeunes;
- Renforcement des prestations de retraite et réduction de la pauvreté des personnes du troisième âge, même si le taux de pauvreté parmi les personnes du troisième âge est légèrement deux fois moins élevé que celui des familles comportant de jeunes enfants.

Cette dernière élection montre que les enfants de l'après-guerre obéissent bien au souci électoral et que les dirigeants parmi eux ont réagi en conséquence. Des organismes, comme le Conseil canadien des chefs d'entreprise, obéissent également bien au souci électoral pour leurs parties intéressées afin de s'assurer que les impôts des sociétés du Canada sont très concurrentiels. KPMG, une firme spécialisée en imposition, classe les pays selon leur compétitivité pour attirer des entreprises. Le rapport de 2010 démontre que seul le Mexique affiche des impôts des sociétés moindres que le Canada, alors que ceux des États-Unis, du Royaume Uni, de l'Australie, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Japon sont plus élevés.

Toutefois, le fait que la génération qui élève de jeunes enfants ne soit pas aussi active sur le plan politique donne lieu à une situation inéquitable en retour.

La seule solution consiste à exiger une réforme de la part de la génération qui élève de jeunes enfants et à faire parrainer cette réforme par les enfants de l'après-guerre, car leurs enfants, leurs petits-enfants et la société en bénéficieront. Pour avoir droit à une réforme, la génération qui élève de jeunes enfants doit revoir ses priorités. Elle doit se préoccuper moins du candidat éliminé sur une île quelconque dans le cadre d'une émission télévisée et se préoccuper plus des élus de nos législatures.

Parce que cette génération manque de temps, la réforme doit comporter le versement d'un dividende temporel.

Tout comme les actions industrielles du Dow Jones entraînent un dividende annuel moyen de 2,8 %, un dividende temporel permettrait de s'assurer que la génération qui élève de jeunes enfants reçoit 2,8 % de la prospérité économique produite aujourd'hui par rapport au milieu des années 1970, soit 22 milliards de dollars chaque année.

Avec ce dividende temporel, les Canadiens pourront :

- réintégrer la famille dans les valeurs canadiennes tout en reconnaissant la diversité des ménages;
- passer plus de temps ensemble et dépenser moins;
- offrir de vrais choix aux hommes et aux femmes afin de contribuer à la maison et au travail, plutôt que de seulement parler de la possibilité d'atteindre cet équilibre;
- permettre et s'attendre à ce que la responsabilité soit personnelle, car les mères autant que les pères n'auront pas assez de temps pour élever leurs enfants et pour travailler afin de payer pour leurs enfants.

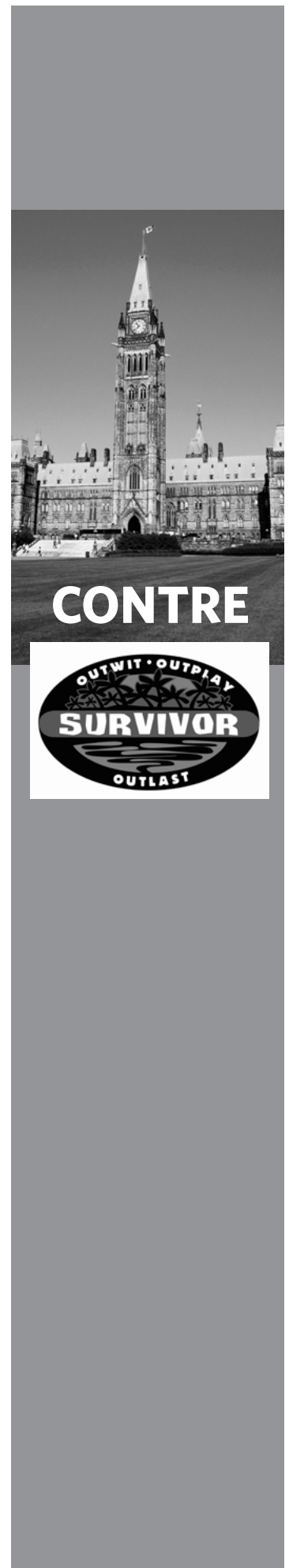
Afin de verser ce dividende temporel, la réforme nécessite trois changements fondamentaux :

4. **Des avantages pour les nouvelles mères et les nouveaux pères** pour s'assurer que tous les parents, incluant les travailleurs autonomes, possèdent le temps et les ressources pour être à la maison avec leurs nouveau-nés, au moins jusqu'à l'âge de 18 mois;
5. **Des services de garde à 10 \$ par jour**, ce qui permettrait de s'assurer que tous les parents peuvent travailler assez pour gérer les hausses du coût du logement et les revenus des ménages stagnants;
6. Cette mesure sera possible grâce à des **horaires variables pour les employés et les employeurs** afin de modifier les normes en milieu de travail qui, trop souvent, ne tiennent pas compte de la famille.

Coût de la réforme :

- Pour chaque Canadien adulte, le coût de la réforme (22 milliards de dollars) correspond à 1,67 \$ par jour, soit moins que le prix d'un café et d'un beigne chez Tim Hortons;
- Le montant de 22 milliards de dollars équivaut à moins de 1,5 % de l'économie canadienne;
- Environ 33 % de ce que les Canadiens paient présentement pour le programme de la sécurité de vieillesse et les subventions pour les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et un sixième des soins médicaux.

Nous savons que ce prix est réalisable. De 2007 à 2010, les Canadiens ont augmenté nos dépenses publiques



Paul Kershaw, Ph. D

Chercheur-boursier pour le partenariat pour favoriser le développement des jeunes enfants, Soins sociaux, citoyenneté et déterminants de la santé Human Early Learning Partnership (HELP) Université de Colombie-Britannique

paul.kershaw@ubc.ca
Téléphone 604 827 5393
Télécopieur 604 822 0640
440-2206 East Mall,
Vancouver
(Colombie-Britannique)
V6T 1Z3

Lynell Anderson, CGA

Chercheuse en chef Human Early Learning Partnership (HELP) Université de Colombie-Britannique

lynell.anderson@ubc.ca
Téléphone 604 827 5399
Télécopieur 604 822 0640
440-2206 East Mall,
Vancouver
(Colombie-Britannique)
V6T 1Z3

Human Early Learning Partnership

TÉLÉPHONE 604 822 1278
TÉLÉCOPIEUR 604 822 0640
earlylearning.ubc.ca

en soins médicaux de plus de 22 milliards de dollars par année. Il est évident qu'il est possible d'amasser 22 milliards de dollars pour les priorités.

La vraie question est : la réforme familiale représente-t-elle une priorité pour vous?

Le cas échéant, partagez ce rapport. Demandez à vos amis, à vos collègues et, surtout, à votre député et à votre législature provinciale de visiter le blogs.ubc.ca/newdealforfamilies.

Nous devons approcher les députés et les représentants élus provinciaux si nous voulons que la réforme progresse. Exposez-leur brièvement les faits sur l'histoire du Canada que l'on ne dit pas : le déclin du niveau de vie de la génération qui élève de jeunes enfants fait en sorte qu'élever une famille au Canada est devenu beaucoup plus difficile. Dites-leur qu'il existe une solution axée sur des preuves : la réforme familiale.

Parrainer la réforme s'avérera une tâche ardue, mais cela peut et devrait également être amusant. Plusieurs répètent la phrase populaire d'Emma Goldman : « Si je ne peux pas danser, je ne veux pas prendre part à votre révolution. » Suivons son exemple et faisons en sorte que la politique, aussi sérieuse soit-elle, comprenne des activités amusantes. Dansons. Revampons la politique de l'époque du sexe, de la drogue et du rock'n'roll des années 1960 et adaptons-la à notre ère.

Je n'ai jamais été un extraverti, alors je n'ai pas l'audace nécessaire pour formuler des suggestions concrètes. Peut-être que les enfants de l'après-guerre « retourneront dans le passé » et organiseront des soirées disco pour la « réforme » ou ils se voudront festifs et tiendront des soirées « Just say NO » (Dites simplement NON) (génération Cruise). D'autres (légèrement plus jeunes) désirent peut-être instituer des soirées « Génération arnaquée ». Ou un événement OELF (où est la famille?). Peut-être même un pique-nique de « préservation de la famille ». Peu importe ce que vous choisissez, rendez facilement accessibles les faits en bref d'une réforme familiale. Demandez aux gens de visiter le site Web. Partagez la courte vidéo *From a Bad Deal to a New Deal for Families*. Toutes ces options sont accessibles à partir du blogue de la réforme à blogs.ubc.ca/newdealforfamilies.

Peut-être préférez-vous vous limiter au Web : Twitter, Facebook, blogues... Créez une déclaration ou un pacte en ligne. Pourquoi pas un manifeste? Imaginez : le « manifeste de la génération A » (A pour arnaquée).

Peu importe ce que vous ferez, faites quelque chose, car le *statu quo* est une mauvaise solution pour la génération qui élève de jeunes enfants.

Et nous avons tous besoin d'une **réforme familiale** si nous voulons que le **Canada travaille pour toutes les générations**.



Paul Kershaw, Ph. D

Chercheur-boursier pour le partenariat pour favoriser le développement des jeunes enfants, Soins sociaux, citoyenneté et déterminants de la santé Human Early Learning Partnership (HELP) Université de Colombie-Britannique, Canada

Des rapports de surveillance de la politique familiale détaillés pour chaque province peuvent être téléchargés à blogs.ubc.ca/newdealforfamilies

Dr Kershaw et son équipe aimeraient remercier les divers partenaires et bailleurs de fonds qui ont appuyé la recherche sur laquelle ce rapport repose, incluant le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Centraide de Lower Mainland, la Vancouver Foundation, le YWCA Metro Vancouver, le YMCA de la région métropolitaine de Vancouver, la Djavad Mowafaghian Foundation, kidSKAN: the Saskatchewan Knowledge to Action Network for Early Childhood Development, le Saskatchewan Population Health and Evaluation Research Unit, l'Institut de recherche en santé du Canada et le philanthrope Thomas Simons, pour ses généreuses contributions financières. Comme c'est souvent le cas pour de telles publications, le rapport reflète l'opinion des auteurs, mais pas nécessairement celui des bailleurs de fonds.



Djavad
Mowafaghian
Foundation



YMCA of Greater Vancouver

